



PHOTO SAIED KHAN AFP

28 avril 2000 — Mobilisées par la RAWA, 300 femmes afghanes réfugiées au Pakistan manifestent avec leurs enfants. Elles tiennent des photos montrant les atrocités commises dans leur pays par les talibans.

UNE RÉVOLUTION COUVE SOUS LA BURKA

Règne de terreur, fondamentalisme, guerres incessantes : qui accordera l'Afghanistan au futur et au féminin ?

PAR ANNE-MARIE TREMBLAY

Quel que soit le vainqueur des batailles et des luttes politiques en Afghanistan, les femmes seront les grandes perdantes. Aucune des parties qui s'affrontent militairement sur le terrain ou politiquement au sein de la future assemblée (Laya Jirga) de 120 chefs de clans réunis autour du roi déchu Zahir Chah n'a le moindre désir d'améliorer le sort des Afghanes.

Les femmes ont été les premières victimes du terrorisme et de l'intégrisme islamiste. Talibans et mujahidins ont attaqué les libertés fondamentales des gens, celles des femmes avant tout. Le régime taliban, appuyé par le Pakistan et les États-Unis, a pris Kaboul, en 1996, et contrôle 70 % du territoire afghan.

Le ministère de la Propagation de la vertu et de la suppression du vice interdit, entre autres, d'écouter le chant des oiseaux, de chanter, de danser, de tenir des rassemblements et d'écouter la télévision. Les fenêtres des maisons doivent être peintes, pour empêcher les passants de jeter un coup d'œil à

l'intérieur. Les femmes doivent porter la burka, un vêtement qui les couvre des pieds à la tête et leur voile le visage. Elles ne peuvent travailler, sauf dans le domaine de la santé, se faire soigner par des hommes ou marcher seules dans la rue. Quiconque contrevient aux lois de cet État théocratique est battu, flagellé, lapidé ou insulté en public.

Depuis 1977, l'Association révolutionnaire des femmes afghanes (RAWA) se bat pour les droits des femmes, la justice sociale et la démocratie. Ses 2000 membres sillonnent secrètement l'Afghanistan et les camps de réfugiés au Pakistan pour offrir éducation et soins de santé aux femmes. Leurs manifestations ont été durement réprimées par les forces de l'ordre et les autorités religieuses au Pakistan. En 24 ans, les militantes de la RAWA ont été témoins de la guerre contre les Soviétiques, du règne des mujahidins et de celui des talibans. Elles ont vu les droits fondamentaux disparaître, un à un. La RAWA s'est vu décerner, en 1999, le Prix de l'Assemblée nationale française.

Guerre religieuse ou de libération

En 1978, l'Armée rouge marche sur Kaboul. Dix ans de guerre pour l'indépendance nationale s'ensuivent. Pour se défendre, les mujahidins mettent leur patrie à feu et à sang. Le commandant Massoud, chef de l'Alliance du Nord assassiné deux jours avant les attentats du 11 septembre, prend la tête d'un des principaux groupes armés contre l'invasion soviétique. La RAWA s'implique activement dans la résistance au régime soviétique. Par contre, elle prône l'instauration d'un régime démocratique au sein d'un État laïc, plutôt qu'un retour aux valeurs traditionnelles et au fondamentalisme religieux.

«Les activités politiques de la RAWA ont été marquées par des manifestations contre l'envahisseur soviétique et ses faire-valoir, puis contre les fondamentalistes dont [l'association] a dénoncé les crimes odieux et les trahisons», écrivent les militantes sur leur site Internet. Cible des Rouges et des islamistes, la fondatrice de la RAWA, Meena, sera assassinée en 1987 par des agents des services secrets afghans. Aujourd'hui, ses membres se retrouvent sur la liste noire des talibans.

Les Russes se retirent d'Afghanistan en 1989. Trois ans plus tard, un gouvernement intérimaire formé de sept partis mujahidins est mis en place. Il instaure l'«État islamique d'Afghanistan», c'est-à-dire un État basé sur leur interprétation rigoriste des textes juridiques musulmans. Les dirigeants ferment les cinémas et imposent la burka aux femmes. La bataille pour contrôler Kaboul fait rage : les tribus s'entre-déchirent pour mettre la main sur la capitale. Les bombes tuent des civils, les femmes sont violées dans les rues et les vandales dévastent la ville.

Dans cette guerre civile, il est difficile de reconnaître la responsabilité des troupes de l'Alliance du Nord, encouragée aujourd'hui par les Occidentaux pour combattre les talibans. Le Congrès américain propose de mettre en place un «Conseil suprême d'unité nationale» en Afghanistan composé de 50 membres désignés par l'Alliance du Nord, de 50 autres nommés par l'ancien roi Zahir Chah et de 20 choisis par les deux partis, pour régner sur l'Afghanistan de l'après taliban.

Latif Pedram, écrivain, journaliste et ►